

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 25/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HUBERT LAVAGE (ex SCI HUBERT)

Lieu-dit MEROGER
28800 Bonneval

Références : 20240710_récolement AP
Code AIOT : 0005806070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement HUBERT LAVAGE (ex SCI HUBERT) implanté VOIE DES VANNEAUX 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral du 28/12/2022 de l'installation de nettoyage de camions citernes et de de containers HUBERT LAVAGE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUBERT LAVAGE (ex SCI HUBERT)
- VOIE DES VANNEAUX 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville
- Code AIOT : 0005806070

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HUBERT LAVAGE est une installation de nettoyage de camions citernes et de containers située sur la commune de Saint Vigor d'Ymonville, sur la zone industrielle du Havre. Elle comprend 6 pistes de lavage, des zones de stationnement, des installations de traitement des eaux issues des lavages des citernes, une chaudière gaz et une station de distribution de carburant pour poids lourds.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Émissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 3.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Disconnecteurs	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.3.4.2	Demande d'action corrective	3 mois
10	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.4.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Autosurveillance rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.6.1	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nomenclature	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 1.2.1	Sans objet
2	Plans	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 1.7	Sans objet
4	PGS	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022	Sans objet
5	Quantité d'eau prélevée	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.2.1	Sans objet
7	Plans des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.3.2	Sans objet
9	Bassin de rétention des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.3.5	Sans objet
11	Fiche	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'acceptation des citernes	article 4.4.4	
13	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 5.2.1	Sans objet
14	Foudre	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 8.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu mener un contrôle de la conformité de l'exploitant vis-à-vis de son arrêté préfectoral du 28/12/2022. Certains constats effectués nécessitent la mise en place d'actions correctives rapides. Aucune suite directe n'est proposée à l'issue de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée : Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes : Voir tableau AP
Constats : L'installation de lavage est en service depuis 2017 , d'abord sous le régime de la déclaration puis de l'autorisation depuis décembre 2022. Les citernes à produits pulvérulents et liquides sont acceptées sur le site ; 60 % d'entre elles appartenant au groupe Hubert Transports. Le site dispose de 6 pistes de lavage. La revue des installations exploitées de l'article 1.2.1. de l'AP n'appelle pas de commentaire particulier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 1.7
Thème(s) : Situation administrative, Documents tenus à la disposition de l'inspection
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : [...] - les plans tenus à jour [...] Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le

site.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de la visite le plan des locaux et celui des réseaux d'eaux issus d'un plan général du site grand format, disponible sur site. Ces deux plans en version 1 datent de 2023. Le plan des locaux identifie les risques liés aux produits chimiques, aux substances inflammables et aux installations électriques. Aucune zone ATEX n'a été identifiée dans l'étude des dangers du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Émissions diffuses et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conception des installations
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une analyse de la qualité de l'air au niveau des aires de lavage dans les 6 mois suivants la date de signature du présent arrêté. Cette analyse met en œuvre des mesures sur une période de plusieurs jours (tubes passifs) et permet d'identifier les polluants présents dans les émissions diffuses et de mesurer les quantités émises.
Constats : L'exploitant a fait établir deux devis pour la réalisation de mesures de la qualité de l'air : une proposition de mesures autour des pistes de lavage et une autre en périphérie de site. La mesure autour des pistes apparaît la plus pertinente, au plus près de la source potentielle d'émission, et sur plusieurs jours. Elle concerne les substances de type COV en lien avec l'activité et les FDS des produits contenus dans les citernes (HAP, aldehydes, BTEX,...).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 1 : L'exploitant transmettra la liste des substances pertinentes retenues pour cette étude et une copie de la commande à l'organisme retenu sous 3 mois. Demande 2 : L'exploitant transmettra les résultats d'analyse de la qualité de l'air au niveau des aires de lavage sous 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : PGS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée :

<p>Si l'installation consomme plus d'une tonne de solvants par an, l'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvants de l'année N est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 30 mars de l'année N+1, le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué utiliser, pour son activité, des détergents acides et basiques et des savons et ne pas avoir recours à des solvants organiques. Dans ce cas, il n'est pas concerné par la mise en place d'un plan de gestion des solvants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Quantité d'eau prélevée

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.</p> <p>Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique qu'il existe 2 compteurs d'eau sur site : le compteur principal à l'entrée du site et un compteur au niveau des pistes de lavage. C'est ce dernier qui est relevé quotidiennement et la valeur est reportée dans un fichier informatisé. Les données sont disponibles depuis 2020. La consommation maximale enregistrée depuis 2020 est de 99 m³/jour. Le dernier relevé de compteur datait de la veille de la visite. La différence entre cette dernière valeur relevée et la valeur indiquée par le compteur à l'heure de la visite d'inspection (vers 11h30) est de 80 m³. Ce qui est cohérent avec les volumes renseignés dans le registre informatique.</p> <p>Le compteur principal était inaccessible le jour de l'inspection du fait de la végétation abondante.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 3 : L'exploitant doit maintenir accessible en tout temps le regard à l'entrée du site avec le compteur d'eau principal. Un relevé à minima mensuel est mis en place afin de s'assurer de l'absence de fuite et de vérifier que la consommation d'eau hors lavage est proportionnée à son utilisation (usage domestique).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Disconnecteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.2.2</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. Le bon fonctionnement de ces matériels fait l'objet d'une vérification au moins annuelle.
Constats : Le site est alimenté en eau potable uniquement depuis le réseau géré par le Havre Seine Métropole. L'exploitant doit vérifier la présence d'un disconnecteur au niveau du compteur principal à l'entrée du site : le regard avec le compteur n'était pas accessible le jour de la visite (demande 4). Il n'existe pas de bac de disconnexion (ou équipement équivalent). L'exploitant devra mettre en place la vérification annuelle de ce dispositif.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 4 : L'exploitant fournira la preuve de l'existence d'un dispositif de disconnexion à l'entrée du site sur le réseau d'eau potable sous 1 mois. La vérification annuelle doit être conduite sous 3 mois et un rapport de contrôle transmis à l'inspection. En cas d'absence d'un dispositif de disconnexion, ce dernier est mis en place dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Plans des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître: <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...); - les secteurs collectés et les réseaux associés; + les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...); - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats :

<p>Le plan fourni est issu du plan général grand format des installations. Il doit être complété avec la distribution d'eau potable sur le site, l'emplacement du disconnecteur, le positionnement des compteurs, le point de contrôle du rejet des eaux traitées, les 3 vannes d'isolement du réseau pluvial en cas de pollution ou incendie. L'exploitant a néanmoins montré à l'inspection un autre plan où étaient localisés les séparateurs d'hydrocarbures, les vannes d'isolement et le compteur d'eau général.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 5</u> : L'inspection demande à l'exploitant de tenir à jour le plan des réseaux avec tous les éléments demandés dans l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Isolement avec les milieux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.3.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté sa consigne d'isolement des réseaux de collecte (version 1-2019). Il a transmis le compte rendu de l'exercice réalisé le 01/02/2024 de mise sur rétention du site. Ce compte rendu mentionne la nécessité d'une action corrective et l'intervention d'un prestataire pour la bonne fermeture des vannes guillottes.</p> <p>Lors de la visite, l'affichage mentionnant la présence d'une vanne d'isolement et situé sur le petit muret béton est partiellement ou totalement occulté par la végétation abondante derrière le muret. Les plaques métalliques, sur les regards d'accès aux 3 vannes, sont dissimulées parmi la végétation. Les clés de vannes pour la manœuvre des vannes sont positionnées en un point central du côté de l'installation de traitement des eaux. La consigne d'isolement des réseaux de collecte indique que ces clés sont à côté des vannes (l'exploitant a expliqué que c'était initialement le cas).</p> <p>Compte tenu de la végétation abondante, et de la nécessité d'une action corrective déjà identifiée sur les vannes, il n'a pas été réalisé d'essai de fermeture de vanne d'isolement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 6</u> : L'exploitant met en place un programme d'entretien de la végétation sur l'ensemble du site pour que l'accès aux vannes d'isolement soit possible en tout temps, que l'affichage précisant l'emplacement de ces vannes soit visible en tout temps et que la végétation reste contenue à l'extérieur des zones étanches du site (derrière le muret béton). Ce programme inclut</p>

également le maintien de l'accès dégagé au regard du compteur d'eau potable en entrée de site et celui au bassin d'infiltration.

Demande 7 : La consigne d'isolement des réseaux de collecte sera mise à jour avec l'emplacement des clés de vanne, à l'issue des travaux de remise en état des vannes. Ces vannes seront testées à minima trimestriellement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Bassin de rétention des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales non polluées sont collectées séparativement des effluents de lavage et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Une noue d'infiltration et un bassin d'infiltration d'une capacité de 614m³ sont aménagés sur le site et permettent de faire face à un événement d'occurrence centennale. Un dispositif permettant le confinement des eaux en cas d'incendie ou de pollution est installé en amont de l'exutoire du bassin. Une surveillance annuelle de l'ouvrage et un passage après un événement météorologique de forte ampleur, ainsi que son entretien régulier, permettent de garantir son bon fonctionnement.

Constats :

Le site est pourvu d'un fossé d'infiltration des eaux de toiture et des eaux traitées sur 60 % environ du périmètre du site qui rejoint le bassin d'infiltration. Les eaux de voiries transitent par des séparateurs d'hydrocarbures avant de rejoindre le même bassin d'infiltration. Les caniveaux sont entretenus et surveillés par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Constats :

L'installation de traitement des eaux issues du lavage des citernes est opérationnelle dans sa

<p>configuration traitement physico-chimique et traitement biologique depuis décembre 2023. Un opérateur est particulièrement chargé du suivi des installations de traitement, en lien avec le fournisseur de l'installation. La formation aura lieu en septembre 2024 pour le personnel d'Hubert Lavage.</p> <p>L'exploitant a indiqué faire évoluer en continu le procédé de traitement des eaux en fonction de son retour d'expérience. Néanmoins il ne consigne pas encore dans un registre les incidents de fonctionnement visant à éviter que ces derniers ne se reproduisent et à améliorer la qualité des eaux rejetées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 8</u> : L'exploitant fournira les attestations de formation aux installations de traitement d'eaux de lavage des citernes dès réception.</p> <p><u>Demande 9</u> : L'exploitant formalise son registre d'enregistrement des incidents de fonctionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Fiche d'acceptation des citernes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements , l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les personnels chargés du lavage des citernes sont accueillis et suivent une formation de laveur. L'exploitant a fourni avant la visite d'inspection la procédure d'acceptation d'un nouveau produit et la procédure de lavage. La fiche de donnée de sécurité de la citerne à laver est systématiquement demandée. L'exploitant a indiqué que le site n'a jamais lavé de citerne ayant contenu de produits toxiques et que les produits alimentaires ne sont pas pris en charge sur le site. Il a expliqué que 60 % des citernes lavées sont des citernes du groupe Hubert Transport, pour lesquelles le lavage est une continuité de la prestation de transport.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les citernes qui contiendraient encore du produit au delà de quelques litres ou kilogrammes sont refusées et qu'il n'y a pas de récupération du contenu des citernes à l'exception des huiles moteurs usagées (qui partent en installation de régénération).</p> <p>La société Hubert Lavage est certifiée SQAS et auditée régulièrement. L'exploitant a indiqué qu'un audit interne est réalisé 4 fois par an à l'aide d'une grille d'audit transmise à l'inspection. Une solution de récupération des billes plastiques lors du lavage a été mise en place.</p>

Une attestation de lavage est délivrée à l'issue des opérations de nettoyage de la citerne. Le programme de nettoyage est préalablement défini (sélection sur le boîtier de commande) et mis en œuvre par le laveur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Autosurveillance rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 4.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets et prélèvements

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise, a minima une fois par an, un contrôle de la qualité des eaux de rejet sur l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 4.5.2.3 (sauf les PCB). Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement, selon les méthodes de référence précisées dans un avis publié au journal officiel.

[...]

L'exploite réalise a minima une fois par an, un contrôle de la qualité des eaux pluviales sur L'ensemble des paramètres mentionnés au point 4.5.2.4 par un organisme agréé.

Constats :

L'exploitant a transmis avant la visite les résultats d'un contrôle des eaux pluviales réalisé le 19/06/2024 : la conformité aux limites fixées par l'article 4.5.2.4. de l'AP est démontrée.

L'exploitant a également transmis les résultats de son suivi mensuel pour les mois d'avril, mai et juin. Les paramètres MES, DBO5, DCO, BTEX, COHV, HAP, Métaux, Indice phénols, HCT et THM sont mesurés. Deux dépassements en MES (180 mg/L en mai et 130 mg/L en juin pour une valeur limite de 100 mg/L) et un en DCO en juin (428 mgO₂/L pour une valeur maximale de 300 mg/L) ont été constatés : l'exploitant explique ces dépassements par une erreur de coagulant et une inversion entre celui du traitement biologique et celui du traitement physico-chimique.

Le bordereau d'analyse du prélèvement du 07/12/2023 également transmis par l'exploitant correspond au contrôle de la qualité des eaux de rejet sur l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 4.5.2.3. de l'AP. Ce bordereau montre plusieurs dépassements importants : fluorures (54.7 mg/L pour une limite à 15 mg/L), azote global (83.6 mg N/L pour une limite à 30 mg/L), éthylbenzène (200 µg/L pour une limite à 100 µg/L), et xylènes (1067 µg/L pour une limite à 200 µg/L). Le traitement biologique des eaux résiduaires a été démarré en décembre 2023 et n'était pas pleinement opérationnel lors du prélèvement. On constate que les analyses d'avril 2024 ne montrent aucun dépassement.

L'exploitant a mis en place un traitement physico-chimique et biologique des eaux résiduaires avant rejet vers le bassin d'infiltration. Cette installation est équipée d'un suivi continu des paramètres pH, température et débit. Il existe un registre informatique interne qui reprend les valeurs moyennes journalières enregistrées de ces paramètres. Il est proposé par l'inspection de reporter ces données sous l'application GIDAF à partir de janvier 2024 et cette dernière a été configurée pour recevoir le suivi journalier et mensuel de la qualité des eaux résiduaires. À noter que l'extraction des données depuis le contrôle commande n'est pas encore opérationnelle et devra être incluse dans la formation par le fournisseur prévue en septembre 2024.

Lors de la visite des installations, l'inspection a pu constater sur la baie de contrôle que le pH moyen des eaux résiduaire en juillet (du 01 au 09 juillet inclus) était de 9.9 : ce dernier doit être compris entre 5.5 et 8.5. La procédure de traitement des eaux résiduaires, mise à jour en janvier 2024 et transmise à l'issue de la visite d'inspection, décrit en page 3 un maintien du pH à la

neutralité par de la soude en lien avec l'injection du coagulant de nature acide. Il ne s'agit pas d'une neutralisation alcaline au sens de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 : la valeur d'un pH maximal à 9,5 ne peut être retenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 10 : L'exploitant justifiera rapidement le retour à un pH compris entre 5.5 et 8.5 pour les eaux résiduaires (sous 7 jours) et mettra à jour sa procédure avec les valeurs limites à respecter (sous 15 jours) ; un affichage des valeurs limites pour les paramètres suivis en continu sera mis en place à proximité de la baie de contrôle (sous 15 jours).

Demande 11 : L'exploitant procédera sous 3 mois à l'analyse annuelle avec l'ensemble des paramètres sauf PCB pour vérifier le respect des valeurs limites du tableau de l'article 4.5.2.3. de l'AP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 13 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 5.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les contenants destinés à être lavés reçus sur l'installation sont vides et doivent être accompagnés d'un document précisant:

- la provenance des contenants: raison sociale, adresse;
- le type de contenants;- la nature des résidus;
- les risques associés aux résidus.

Ces données sont enregistrées et conservées pendant une durée de cinq ans dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a pu examiner une fiche de lavage datée du 05/07/2024 qui reprend les éléments de la prescription. L'exploitant a précisé que c'est l'utilisation à venir de la citerne qui détermine la nature et la qualité du lavage à exécuter.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 8.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents

Prescription contrôlée :

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1

et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

[...]

Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Constats :

L'exploitant a transmis avant la visite d'inspection son étude du risque foudre (incluse dans son EDD), le dossier des ouvrages exécutés daté du 28/02/2023 d'après l'étude technique datée du 19/12/2022 et le rapport de vérification initiale datée du 26/04/2024. Ce dernier aurait dû faire effectuer la vérification initiale dans un délai de 6 mois.

Le rapport de vérification indique en page 4 que le dossier technique de l'installation foudre n'a pas été fourni au technicien chargé du contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 12 : l'exploitant constituera le dossier technique foudre du site et le fournira chaque année lors du contrôle annuel des installations de protection contre la foudre.

Type de suites proposées : Sans suite